

LE PROGRAMME FÉDÉRAL-PROVINCIAL D'AMÉLIORATION DES
ROUTES STRATÉGIQUES — LA NOUVELLE-ÉCOSSE—
LA RÉAFFECTATION DES FONDS DESTINÉS AU PROJET
DÉSIGNÉ—LA CONNAISSANCE DE L'OPÉRATION PAR
LE PREMIER MINISTRE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

*(Réponse à la question posée par l'honorable
Gerald J. Comeau le 25 mai 1995)*

Le processus établi depuis de nombreuses années, depuis au moins le début des années 1970, et suivi maintes fois dans chaque province avec laquelle le fédéral a conclu des accords de financement des routes, consiste à apporter, à la demande des provinces, des modifications aux accords, mais sans dépasser les montants prévus dans les accords. Ces accords sont conclus par les ministres des Transports compétents.

LE PROGRAMME FÉDÉRAL-PROVINCIAL D'AMÉLIORATION DES
ROUTES STRATÉGIQUES—LA NOUVELLE-ÉCOSSE—
LA RÉAFFECTATION DES FONDS DESTINÉS AU PROJET
DÉSIGNÉ—AUTRES MÉTHODES DE FINANCEMENT—
LA POSITION DU GOUVERNEMENT

*(Réponse à la question posée par l'honorable
J. Michael Forrestall le 25 mai 1995)*

Dans le préambule de sa question, le sénateur Forrestall a fait référence à une réponse donnée plus tôt par le leader du gouvernement au Sénat où celui-ci reconnaissait qu'il avait été question d'autres «routes nationales stratégiques, voire de routes de raccordement importantes avec la transcanadienne».

Sur cette partie du réseau routier national appelé l'autoroute de Coquihalla, il y a douze postes de péage qui sont situés à peu près au tiers du trajet entre Merritt et Hope, en Colombie-Britannique. De plus, il y a des postes de péage situés sur trois ponts qui relient des parties du réseau routier national et qui sont exploités par des administrations de pont établies en vertu de lois provinciales. Ces postes de péage se trouvent sur deux ponts de la région de Halifax-Dartmouth, à savoir le pont A. Murray MacKay et le pont Angus L. Macdonald, qui relie Halifax-Dartmouth à l'autoroute 101 en direction de Yarmouth et à l'autoroute 102 en direction de Truro, ainsi que sur le pont Saint John Harbour au Nouveau-Brunswick, qui relie l'autoroute 7 (qui va de Saint John à Fredericton) à l'autoroute 1 (qui va de Sussex à St. Stephen).

Il n'y a aucun poste de péage sur les tronçons qui forment «l'autoroute transcanadienne». Il y en a eu entre 1955 et 1991 sur la partie de l'autoroute transcanadienne appelée la levée de Canso, en Nouvelle-Écosse. Le poste de péage se trouvait à l'entrée de la partie continentale de la province et

les droits de péage étaient perçus quand les véhicules se rendaient au Cap Breton.

LE PROGRAMME FÉDÉRAL-PROVINCIAL D'AMÉLIORATION DES
ROUTES STRATÉGIQUES—LA NOUVELLE-ÉCOSSE—
LA RÉAFFECTATION DE FONDS À DES PROJETS NON PRÉVUS
PAR DES ENTENTES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

*(Réponse à la question posée par l'honorable Lowell Murray
le 25 mai 1995)*

Oui, une province est libre de réaffecter les sommes en cause à d'autres projets non prévus dans l'entente avec l'accord du ministre fédéral des Transports. C'est la province qui décide de la nature, du lieu, du calendrier et du mode de financement des travaux de voirie, ainsi que de la façon dont les sommes dont elle a convenu avec le fédéral seront réparties entre ces derniers, en reconnaissant que les fonds prévus dans une entente donnée ou une partie d'entre eux ne représentent peut-être qu'une partie des fonds nécessaires pour mener à terme ces travaux.

LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET LA CHINE

LA PROTESTATION AU SUJET DE LA DÉLIVRANCE D'UN VISA À UN
DIGNITAIRE TAÏWANAIS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

*(Réponse à la question posée par l'honorable
Consiglio Di Nino le 5 juin 1995)*

Le vice-premier ministre taïwanais, M. Hsu Li-teh, est venu au Canada pour recevoir un grade honorifique, le 1^{er} juin 1995. Le gouvernement chinois a déposé une note de protestation par les voies diplomatiques au sujet de cette visite, déclarant que la décision d'accorder un visa à un représentant de Taïwan violait les principes sur lesquels sont fondées les relations bilatérales entre la Chine et le Canada.

Le Canada a indiqué clairement que cette visite ne constituait en aucune façon un revirement dans notre politique «d'une seule Chine». Le Canada a fait remarquer que cette visite avait pour origine une invitation émise par l'Université de Victoria à M. Hsu pour lui décerner un grade honorifique. En outre, le grade lui a été décerné en tant que président du Conseil de développement et de planification économiques de Taïwan et non en sa qualité de vice-premier ministre.

La visite de M. Hsu au Canada était strictement privée et a duré peu de temps — 4 jours. M. Hsu n'a assisté à aucune réunion officielle et n'a fait aucune apparition en public, en dehors de sa convocation à l'Université de Victoria. Cette visite privée ne constitue donc absolument pas un revirement dans notre politique «d'une seule Chine».